

# LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

PARAISSANT LE DIMANCHE

## ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.  
Étranger : Un an 8 fr.  
10 Centimes le Numéro

## RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

PARIS. — 5, rue Rodier, 5. — PARIS

## ADMINISTRATEUR - DÉLÉGUÉ

Gabriel FARJAT

## Parti Ouvrier Français

### LE CONGRÈS D'ÉPERNAY

Le XVII<sup>e</sup> Congrès national du Parti s'ouvrira à Epernay, le dimanche 13 août, à 9 heures du matin.

Il se tiendra salle de l'Horticulture, rue de la Paix et durera quatre jours, jusqu'au 16 août au soir.

#### ORDRE DU JOUR :

1<sup>o</sup> Rapport du Conseil national et des organisations représentées ;

2<sup>o</sup> Le Parti à la Chambre et dans le pays (Fraction parlementaire, Comité d'entente socialiste, presse, etc.) ;

3<sup>o</sup> Le Congrès international de Paris et son ordre du jour tel qu'il a été arrêté par la conférence de Bruxelles (1<sup>o</sup> Exécution des décisions du Congrès. — Recherche et application des moyens pratiques pour l'entente, l'organisation et l'action internationale des travailleurs et des socialistes ; — 2<sup>o</sup> Législation internationale pour la limitation de la journée de travail. Discussion sur la possibilité d'un minimum de salaire dans les divers pays ; — 3<sup>o</sup> Des conditions nécessaires de l'affranchissement du travail : a) Constitution et action du prolétariat en parti de classe — b) Expropriation politique et économique de la bourgeoisie. — c) Socialisation des moyens de production ; — 4<sup>o</sup> Paix internationale, militarisme, suppression des armées permanentes ; — 5<sup>o</sup> La politique coloniale ; — 6<sup>o</sup> Organisation des travailleurs maritimes ; — 7<sup>o</sup> La lutte pour le suffrage universel et la législation directe par le peuple ; — 8<sup>o</sup> Socialisme communal ; — 9<sup>o</sup> La conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois ; — 10<sup>o</sup> Le Premier Mai ; — 11<sup>o</sup> Les trusts) ;

4<sup>o</sup> D'un Congrès général extraordinaire du socialisme français, à l'effet de décider si la lutte de classe, qui est la base même du socialisme, permet l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ;

5<sup>o</sup> Les élections municipales de 1900 ;

6<sup>o</sup> De la Prudhomie ;

7<sup>o</sup> Organisation et propagande du Parti, Le Socialiste, etc.

Le 17 aura lieu la Conférence annuelle de la Fédération nationale des élus municipaux du Parti.

Pour le Conseil national, les Secrétaires : Jules GUESDE, Paul LAFARGUE

Pour la Commission d'organisation  
Le Secrétaire général,  
A. RICHARD  
rue du Collège, 16, Epernay.

Les Fédérations, Agglomérations, Groupes, Cercles, Comités et Syndicats adhérents, sont invités à aviser au plus tôt le Conseil National et la Commission d'organisation du Congrès du nombre et du nom de leurs délégués.

×

Le 17 août, après le Congrès national d'Epernay, aura lieu la conférence annuelle de la Fédération nationale des élus municipaux du Parti.

Cette conférence tiendra deux séances, qui seront consacrées à la discussion de l'ordre du jour suivant :

1<sup>o</sup> Rapport des délégués sur les travaux accomplis ou entrepris par les Conseils municipaux depuis le Congrès de Montluçon ;

2<sup>o</sup> Règlement intérieur de la Fédération (création autant que possible d'un bulletin central) ;

3<sup>o</sup> Mesures à prendre pour une action commune au sein des Conseils municipaux.

## L'UNITÉ SOCIALISTE

L'unité socialiste existe, quoiqu'on en dise, et cette unité, écrite nulle part, est plus solide que ne serait une organisation ou indépendants à la mode de St-Mandé, blanquistes, possibilistes, membres du Parti ouvrier seraient confondus pêle-mêle, comme les nombreux poissons de la bouillabaisse dans la marmite.

Il est inexact de dire qu'il y a autant d'écoles socialistes que d'organisations : les groupes peuvent se jalouser et leurs membres peuvent en période électorale entrer en lutte ; ces divisions et ces antagonismes personnels n'empêchent que tous les socialistes sont d'accord sur les points essentiels de la théorie, nationale et internationalement.

Les chrétiens peuvent continuer leurs querelles vieilles de 2.000 ans sur les dogmes fondamentaux du Christianisme, qui étant une religion ne relève que de la conscience d'un chacun ; il n'en saurait être de même avec les socialistes, parce que le socialisme est une science dont les lois vérifiables et les axiomes démontrables s'imposent à la raison.

Les socialistes de tous les pays sont unanimes pour reconnaître :

Que la société est divisée en classes ennemies ; classe capitaliste et classe salariée ; et comme intermédiaire entre ces deux extrêmes, classes artisanne, paysanne, petite bourgeoisie, qui tendent à disparaître, dépouillées qu'elles sont de leurs instruments de travail.

Que la division en classes repose sur le mode de répartition de la fortune sociale ; la classe capitaliste centralisant les instruments de travail le capital monétaire et le crédit ; la classe salariée réduite de plus en plus à ne posséder que sa force-travail, qu'elle vend au jour le jour.

Que la classe capitaliste ne maintient son monstrueux privilège d'accaparer une partie des fruits du travail, ne laissant au producteur, sous forme de salaire, que juste de quoi vivre, que parce qu'elle détient les pouvoirs publics qui lui permettent d'établir la dictature sociale du capital.

Que le prolétariat ne pourra s'émanciper qu'en brisant la dictature du capital, qu'en expropriant politiquement et économiquement la classe capitaliste et qu'en établissant la dictature transitoire de la classe ouvrière, qui a pour mission de socialiser la production, d'abolir l'Etat et tous ses rouages (armée, magistrature, police, bureaucratie, etc.)

Que pour remplir sa tâche historique le prolétariat doit s'organiser en parti de classe, menant une guerre sans trêve contre la classe capitaliste sur le terrain économique et politique.

Ces propositions théoriques et une foule d'autres qui en découlent sont acquises : c'est la première fois dans l'histoire qu'une classe opprimée soit arrivée nationalement et internationalement à un tel accord théorique. La bourgeoisie du dix-huitième siècle, qui comptait dans ses rangs tant de penseurs de génie, n'était pas parvenue à avoir une vue si nette et si précise de sa mission historique.

Les militants du Parti ouvrier français se font un honneur d'être parmi ceux qui ont le plus efficacement travaillé à cette unité de la pensée socialiste.

Quand nous avons commencé notre propagande, le Socialisme était représenté en France par un groupe de coopérateurs à la remorque du parti radical ; il fallut leur enfoncer le programme collectiviste jusqu'à la garde dans la gorge comme le déclarait avec colère un des chefs du possibilisme.

L'œuvre est faite. Il existe des milliers de militants socialistes disséminés dans tous les départements, qui pensent à l'unisson, et qui même ont adopté un même plan de campagne. Toutes les organisations socialistes, ont à peu de chose près un même programme électoral, dont les principaux articles étaient inscrits dans le programme des radicaux, qui se sont montrés impuissants à les réaliser, bien que leurs chefs soient arrivés au pouvoir :

Suppression du Sénat ; liberté de presse et d'association ; confiscation des biens appartenant aux congrégations religieuses, transformation de l'organisation militaire, suppression de la Banque de France ; socialisation des mines ; municipalisation des services publics ; caisse de retraite pour la vieillesse ; entretien des enfants des écoles communales ; limitation des heures de travail, etc.

La tactique suivie a été également la même : toutes les organisations ont pris part aux luttes électorales, mais pas une n'a cru qu'un de ses élus pouvait entrer dans un ministère bourgeois. Au lendemain des dernières élections générales, les députés de toutes les organisations et les députés socialistes indépendants formèrent le groupe socialiste de la Chambre et décidèrent qu'aucun élu socialiste ne pouvait poser sa candidature à la place de questeur, cette fonction étant considérée comme un des rouages du gouvernement. C'était net, aucun élu socialiste ne pouvait faire partie d'un gouvernement bourgeois à quelque titre que ce soit.

Cependant un an à peine après ce vote qui traçait la conduite des élus socialistes Millerand entre dans un ministère bourgeois et son action est approuvée par les indépendants de la Chambre et du dehors.

Les indépendants ont un si violent amour pour l'indépendance qu'ils entrent en rébellion contre leurs propres décisions quand cela leur convient.

×

Les socialistes, quoique enrôlés dans des organisations diverses, sont unis étroitement par la pensée et par la méthode pour mener la lutte contre la bourgeoisie ; il n'en est pas de même des indépendants, qui, ainsi que les chrétiens ne relevant que de leur conscience cuisinent chacun à la mesure de sa fantaisie et de ses besoins un socialisme de poche, modifiable selon les circonstances. Bien malin serait celui qui pourrait définir le socialisme des indépendants.

Fournière est sans contredit un des représentants les plus flambarts du socialisme indépendant, sentimental, artistique, justiciard et intégral et on est en droit de se demander en quoi consiste

son socialisme multicolore quand on lit le roman utopique dont il a commencé la publication dans le dernier numéro de la *Revue socialiste*.

Il nous transporte en l'an 1999 ; la révolution sociale est faite, l'idéal socialiste de Fournière est réalisé. Que trouvons-nous au seuil du monde imaginaire qu'il décrit avec amour ? Des propriétaires, des voleurs, des travailleurs vivant de salaires, des magistrats, des policiers ! La maison d'infamie, qui s'appelle le Palais de Justice, que la révolution sociale démolira et transformera en étable à cochons, les codes de l'iniquité que l'on nomme les codes de la Justice bourgeoise, que la révolution livrera aux flammes, comme les paysans ont fait flamber les titres de propriété des seigneurs, ne sont pas détruits dans le monde idéal de Fournière. Le Palais de Justice est debout et les codes de Justice continuent à fonctionner pour le malheur des hommes de 1999. Rien n'est changé, si ce n'est que les magistrats sont moins inhumains, les policiers moins brutaux et les automobiles plus nombreux ; je me trompe, il y a un changement important, le boulevard Saint-Michel a perdu son nom sanctifié, il s'appelle boulevard de Cluny. C'est ainsi que les radicaux du Conseil municipal consacraient leur énergie intellectuelle à débaptiser les noms des rues de Paris.

Les indépendants qui nous viennent de l'université se croient autorisés, de par leur ignorance des phénomènes économiques et sociaux, à bouleverser les théories du socialisme : les uns ne reconnaissent pas la lutte de classe, les autres voient la concentration du capital ; d'autres affirment, avec chiffre à l'appui, que la situation des ouvriers s'améliore, etc...

Ces intellectuels du socialisme indépendant répètent, sans le savoir peut-être, la leçon des économistes : ils sont à la hauteur des Fabiens de Londres, qui viennent de féliciter Millerand de son entrée au ministère : les Fabiens auraient cru trouver leur homme dans le ministre Roseberry. Si Jaurès et ses amis parvenaient à organiser les indépendants sur un programme socialiste clair et nettement défini, ils rendraient un grand service au mouvement.

Jusqu'à ce que les indépendants consentent à formuler nettement ce qu'ils entendent par socialisme et à se courber sous une discipline librement consentie, il sera dangereux de constituer avec eux un organisme central régissant le parti socialiste : car ce serait briser l'unité théorique du socialisme français, jeter la confusion dans les esprits et le désordre dans les rangs du parti socialiste.

Paul LAFARGUE.

## La Crise en France

Depuis quelques jours la grande presse quotidienne se perd — et perd ses lecteurs — en racontars et en interprétations équivoques sur l'opinion de notre vaillant ami Liebknecht au sujet de la situation en France.

Il n'y a qu'une réponse à faire ; c'est de tra-

duire ci-dessous, pour l'édification de nos militants, l'article publié dans le "Worwarts" du 27 juillet par le noble vétéran de la démocratie socialiste internationale :

Il n'est pas facile pour les socialistes allemands de comprendre la crise qui vient d'éclater dans le parti socialiste français, crise que l'on pouvait prédire depuis longtemps. Il est pourtant absolument nécessaire de voir clairement ce qui s'est passé afin de ne pas commettre d'injustice et de pouvoir porter un jugement impartial. Nous considérons donc qu'il est de notre devoir — tout en évitant pour l'instant d'examiner la question au point de vue de la tactique — de montrer certaines erreurs, et spécialement de prouver combien certaines assertions qui passent pour des certitudes, sont sujettes à caution.

Nous ne prendrons pas parti, car ce serait rendre la lutte plus agitée. Notre but est simplement d'écartier ce qui n'appartient pas au débat; tout cet élément étranger que la presse bourgeoise qui a déployé une activité fiévreuse dans l'affaire Dreyfus, a colporté jusque dans les rangs socialistes, au point qu'on est presque habitué aujourd'hui à considérer ce qui se passe dans le parti socialiste français au point de vue de l'affaire Dreyfus, au lieu de juger l'affaire au point de vue du parti.

Faut-il admettre ce que la presse bourgeoise écrit depuis près de deux ans sur la signification de l'« Affaire » ? En quoi l'« Affaire » est-elle différente de tant d'autres « affaires », d'autres injustices et d'autres cruautés ? Personne ne nous l'a encore dit. Mais on nous répétait : « Il s'agit ici d'une question politique d'une énorme importance, de la lutte contre le militarisme et le jésuitisme. » Est-ce vrai ? Nous le nions; on prend ici des apparences pour des réalités. Et même si le but élevé de la « campagne » avait été d'anéantir moralement le militarisme et le jésuitisme qui marchent en France la main dans la main, ce but n'a certainement pas été atteint. Car Gallifet que la « campagne » a introduit dans le gouvernement français, est certainement l'incarnation la plus exécutable, la plus brutale et la plus dangereuse du militarisme et comme ancien élève d'un collège de jésuites et favori de la dévote impératrice, il est en même temps le jésuitisme personnifié.

De deux choses l'une : ou bien l'on a dit la vérité, en nous assurant que la campagne a été dirigée contre le jésuitisme et le militarisme. Ou bien pour rehausser l'« affaire », on a voulu nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Dans le premier cas, les promoteurs de la « campagne » se sont lourdement trompés; dans le second cas, ils ont trompé le peuple.

Qu'on ne vienne pas nous prétendre que Gallifet n'est entré au ministère de la guerre que pour terminer l'« Affaire » et qu'aussitôt sa mission remplie il se retirera. Pense-t-on que cet homme taré, traqué, libre de tous scrupules et de toutes faiblesses humaines, ce prétoire de Napoléon, ce boucher de la Commune, soit un simple imbécile, qui s'en ira aussitôt sa tâche terminée.

Nos amis n'ont pas voulu faire un ministère Waldeck-Rousseau-Gallifet, le ministère le plus réactionnaire que la France républicaine ait possédé depuis Mac-Mahon; nous en sommes persuadés, mais nous devons aussi admettre que justement les socialistes qui n'approuvaient pas la « campagne » avaient prévu et prédit ce résultat.

Et, à ce propos, parlons de cette affaire Dreyfus — l'Affaire par excellence — et de la maladresse avec laquelle on a mené la « campagne ». Il s'agissait de prouver l'innocence d'un homme accusé d'avoir trahi la France, d'avoir livré des pièces à l'étranger, notamment à l'Allemagne; d'un homme condamné par un conseil de guerre français; et les défenseurs de Dreyfus ont commencé une campagne très violente, embrassant toute la presse bourgeoise, où ? à l'étranger, en Allemagne.

C'était bien ce que l'on pouvait faire de

plus maladroit. Chaque article « lancé » de Paris dans la presse étrangère, dans la presse allemande notamment, (et tous ces articles fourmillaient d'insultes adressées au peuple français) faisait admirablement l'affaire des adversaires de Dreyfus; ils traduisaient avec joie ces articles en français, et pouvaient ainsi démontrer facilement aux masses que la campagne en faveur de Dreyfus avait son origine à l'étranger, en Allemagne notamment, ce pays prenant naturellement parti pour son agent.

Les ennemis de la révision purent donc montrer que la campagne était l'œuvre de l'étranger et se donner le rôle de « nationalistes » et de « patriotes ». Ajoutez à cela que les révisionnistes dans leur lutte contre les auteurs de ce qu'ils appelaient un assassinat judiciaire, et cela ressort d'articles innombrables, ne limitaient pas leurs attaques aux coupables (ou prétendus coupables); ils identifiaient tout l'Etat-Major général et l'armée entière avec la section de l'espionnage (composée dans tous les pays d'une bande de canailles — voir le procès Tausch).

Or, en France, l'armée apparaît comme le pilier de l'existence nationale; cela est dû à la crainte hystérique d'une guerre ou à l'espérance également hystérique d'une guerre contre l'Allemagne existant chez les chauvins, du reste très diminués en nombre.

Nous autres, allemands, nous oublions trop facilement que les français ont dans leur passé, non pas comme nous, une guerre heureuse, mais un désastre qui a déterminé la pensée et le sentiment de la masse et les a lancés dans une autre direction.

Les fautes innombrables commises par les défenseurs de Dreyfus et un certain enchaînement de circonstances ont contribué à donner créance à la fable inventée par des gens à moitié idiots et à moitié criminels : on a cru qu'il s'agissait d'une conspiration de la juiverie sans-patrie, d'accord avec l'étranger et notamment avec l'Allemagne, d'un complot dirigé contre la France; et ceci a amené un sérieux mouvement antisémite.

Il est vrai que depuis cinq ans il y avait en France des antisémites et il est même probable que les préjugés antisémites ont influé sur l'accusation dirigée contre Dreyfus; mais un réel mouvement, c'est-à-dire une propagande pénétrant dans les masses, n'est apparu que depuis deux ans, avec le commencement de la campagne. Heureusement que ce mouvement est déjà presque sur son déclin, car il est en contradiction avec l'évolution historique de la France qui déjà, il y a 110 ans, accordait les droits politiques aux juifs.

On comprend bien que, dans ces circonstances, les socialistes n'aient pas témoigné un enthousiasme spécial pour Dreyfus et que la croyance à son innocence a été loin d'être générale. Pourquoi le socialiste qui voit en tous ceux qu'on appelle criminels des victimes de la société et de son injustice, aurait-il été choisir au milieu de milliers de victimes justement cette seule victime ? Pourquoi lui aurait-il donné sa sympathie et consacré son action ? Il n'est donc pas surprenant que les expérimentés parmi les socialistes français : Guesde, Lafargue, Vaillant, Deville et d'autres se soient opposés à ce que l'affaire Dreyfus devint une question de parti et aient prédit les suites d'une telle tactique.

« Si nous choisissons ce cas parmi tant d'autres ! ont-ils dit, nous nous rendons coupables d'une injustice; si nous prenons cette affaire pour le pivot de notre propagande, nous abandonnons le terrain des principes et nous nous lançons dans l'aventure ».

Qui dira en voyant la situation plus que critique où se trouve le Parti, qu'ils aient eu tort ? — Ou bien est-ce notre Parti qui doit payer les frais de la campagne.

Il est vrai — et c'a été suivant nous une erreur — que les députés socialistes des fractions Guesde et Vaillant n'auraient pas dû appuyer M. Cavaignac dans la fameuse séance de la Chambre, où il annonçait la fin

de l'affaire Dreyfus et lisant « les preuves irréfutables » ; non plus que soutenir le le gouvernement.

Certainement, non.

Mais il y a un militaire, comparé à qui Cavaignac est un ange de pureté et d'humanité — ce militaire s'appelle Gallifet, et c'est pour le ministère Gallifet, qu'une partie des députés socialistes a voté; bien plus, un socialiste est devenu collègue de Gallifet et membre de son ministère. Si les socialistes qui ont donné leur confiance à Cavaignac, ont violé les principes socialistes, à plus forte raison ceux qui sont allés avec Gallifet.

On voit donc que la question n'est pas aussi simple qu'elle paraît au premier abord.

On dira, il est vrai, pour se défendre d'avoir pris part pour Gallifet, que son ministère était nécessaire pour terminer l'affaire.

Mais un tel raisonnement est le reproche le plus sévère une politique qui pouvait acculer le Parti à une telle nécessité.

Avant que les têtes ne fussent troublées par l'affaire ou plus justement par la façon dont on l'a abordée, si un socialiste, de quelque fraction que ce fût, avait demandé : « Un socialiste peut-il soutenir un ministère Gallifet », on n'eût pas compris la question ou bien l'on aurait déclaré que le questionnaire était échappé de Charenton.

L'impossible est devenu possible par ce fait que l'on ne jugeait plus une personnalité d'après les principes du parti, mais bien d'après la position que l'on avait prise dans l'affaire.

Gallifet a massacré 35.000 socialistes et est prêt à renoueler la « saignée », mais il est pour la révision, parce qu'il est jaloux des généraux qui sont contre la révision.

La confusion des hommes et des choses en France, la difficulté pour nous autres, socialistes allemands, de juger sainement la situation, tout cela ressort bien de ce fait qu'au Congrès ouvrier international à Londres en 1896, Millerand et Jaurès étaient avec les Guesdistes (Marxistes) et que Vaillant était contre eux, tandis que maintenant Vaillant et les siens, unis avec les Guesdistes, sont rangés en bataille contre Millerand et Jaurès.

Pour finir, contentons-nous simplement de réfuter l'assertion de ceux qui prétendent que prendre parti pour Dreyfus c'est suivre la tactique recommandée par le manifeste communiste. Il est vrai que le manifeste communiste demande, et avec raison, que le prolétariat révolutionnaire, dans les luttes entre les fractions bourgeoises, prenne parti pour la plus avancée. Mais est-ce que les socialistophages Traux et Waldeck-Rousseau sont plus proches de nous que Méline; et l'assassin de la Commune, Gallifet, est-il moins réactif et moins dangereux pour nous que les polichinelles Drumont et Déroutède ?

W. L.

J'ai à faire, à propos des lignes qui précèdent, les remarques suivantes :

En les écrivant, il ne s'agissait pas pour moi seulement de remplir mon devoir envers le parti, mais d'obéir à ma conscience — Les idées que j'exprime ici, et qu'aussitôt que possible je développerai et défendrai, déplairont à mes amis, car elles contrastent fortement avec les opinions de beaucoup des nôtres, troublés par l'affaire. Si je n'ai pas parlé plus tôt, c'est à cause d'un scrupule peut-être exagéré; je n'ai pas voulu nuire aux intérêts d'un homme vraisemblablement condamné avec injustice. — Ce scrupule est aujourd'hui sans fondement. La crise pénible que traverse notre parti en France, et la condamnation injuste lancée par beaucoup des nôtres contre les hommes les plus méritants du mouvement socialiste Français, me forcent à rompre ma réserve: agir autrement serait une lâcheté; je parle naturellement en mon nom, et je ne cherche nullement à cacher que mes collègues de la rédaction sont d'un avis différent du mien.

W. LIEBENECHT

## Le Congrès des Bouches-du-Rhône

Un Congrès extraordinaire de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône s'est tenu à Marseille dimanche dernier, salle de la Brasserie des Palmiers, cours Belzunce.

Quarante groupes étaient représentés. Outre les groupes de Marseille, les communes suivantes avaient envoyé des délégués : Berre, Mouries, Mallemort, Saint-Chamar, Istres, Salon, Arles, Aix, La Ciotat, Saint-Rémy.

Mais il convient de signaler que la Fédération ayant jusqu'au dernier moment laissé pénétrer au Congrès des groupes nouveaux, dont l'adhésion à la Fédération remontait à la veille, il s'en est suivi que divers de ces groupes étaient beaucoup plus imprégnés de l'esprit radical que de la pure doctrine socialiste.

Le citoyen A. Zévaès, membre du Conseil national, assistait au Congrès.

Le citoyen de Felice est acclamé président d'honneur et un superbe bouquet lui est offert.

Le bureau du Congrès est composé comme suit : président, Sixte Quenin, délégué d'Arles; assesseurs, Blanchard, délégué d'Aix et Béziat, de Marseille; secrétaire, Baptistin Bicy, secrétaire du bureau de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône.

Sur la proposition du citoyen Bédarrides, conseiller municipal de Marseille, l'Assemblée vote un ordre du jour « rendant hommage à Guesde, Lafargue et Vaillant pour les services qu'ils ont rendus au parti socialiste » et « maintenant toute sa confiance à Jaurès, Fournière, Gérault-Richard, Viviani, etc »

Le vote de cet ordre du jour donne le résultat suivant : 21 pour; 8 contre; 11 abstentions.

Sur la question de l'Unité socialiste, le Congrès adopte, paragraphe par paragraphe et à la presque unanimité, la résolution suivante :

« Le Congrès de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône,

« Rendant hommage aux grandes organisations ouvrières et socialistes révolutionnaires qui ont, depuis 20 ans, travaillé à l'éducation des masses prolétariennes;

« Saluant les militants de la première heure dont les efforts et les sacrifices ont amené l'extension, aujourd'hui si considérable, de la doctrine socialiste;

« Applaudit à la tenue prochaine d'un Congrès général extraordinaire des forces organisées du socialisme français, aux décisions duquel les diverses organisations devront se soumettre;

« Il souhaite la constitution d'un organisme ou d'un rouage central du parti socialiste français, embrassant, sans les détruire, toutes les écoles socialistes actuelles et respectant leurs tendances particulières;

« Il estime que cette unification socialiste doit se faire sur les bases suivantes : lutte de classe, socialisation des moyens de production, conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé, union et action internationale des travailleurs.

« Le Congrès déclare en outre que, dans le parti socialiste ainsi unifié :

« D'une part, les élus, simples délégués du parti dans les assemblées électives, devront dépendre directement du parti tout entier;

« D'autres part, les organes et journaux — quotidiens ou périodiques — du parti devront devenir la propriété du parti et être placés, pour leur direction politique et leur rédaction, sous le contrôle immédiat du parti. »

Sur la question de l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois, le Congrès décide qu'en principe un élu socialiste ne peut ni ne doit entrer dans un ministère bourgeois; que si cependant des circonstances exceptionnelles rendaient le fait admissible, les élus socialistes « ne devraient accepter aucune proposition de portefeuille sans en avoir l'autorisation du parti ».

Le Congrès a été levé aux cris de : Vive la Révolution sociale !